

INDONÉSIE.

Des centaines d'arrestations : quel prix est-on prêt à payer pour la stabilité économique ?

Index AI : AI 21/11/98

« Alors que plus de 250 militants politiques pacifiques ont été appréhendés au cours des deux dernières semaines en Indonésie, les gouvernements étrangers ferment les yeux sur les nouvelles mesures de répression prises contre ceux qui s'opposent au régime ou à sa politique économique », a déclaré ce jour (mardi 18 février) Amnesty International.

« Les responsables internationaux doivent user de leur influence non seulement pour amener l'Indonésie à réformer son économie, mais aussi pour mettre un terme aux pratiques répressives auxquelles recourent les autorités contre la population », a fait observer l'Organisation.

Au nombre des personnes interpellées figurent ceux qui souhaitent voir le président Suharto renoncer à un septième mandat présidentiel lors des élections de mars 1998. Au moins 20 membres de l'organisation Aliansi Demokrasi Rakyat (Aldera, Alliance démocratique populaire) ont été détenus pour de brèves périodes, et quatre font désormais l'objet de poursuites judiciaires. La sécurité du secrétaire général d'Aldera, Pius Lustrilanang, dont on est sans nouvelles depuis le début du mois de février, suscite de vives inquiétudes et l'on craint qu'il n'ait été placé en détention au secret. Aldera soutient la coalition présidentielle qui unit Megawati Sukarnoputri, l'ancienne dirigeante du Partai Demokrasi Indonesia (PDI, Parti démocrate indonésien), évincée au cours d'un congrès "dissident" de ce mouvement organisé avec le soutien du gouvernement en 1996, et Amien Rais, le chef de file de l'association musulmane Muhammadiyah.

Cent vingt-huit partisans de Megawati Sukarnoputri sont toujours détenus à Djakarta, après avoir manifesté le 11 février contre la hausse des prix, la montée du chômage et la corruption qui règne au sein du gouvernement. Cinq d'entre eux pourraient être poursuivis en vertu de la loi contre la subversion, qui est couramment appliquée en Indonésie pour emprisonner les opposants et qui prévoit à titre de peine maximale la sentence capitale. Les 125 autres détenus encourent des peines de cinq ans d'emprisonnement.

« Les autorités indonésiennes ne tolèrent pas la moindre critique sur le régime ou sa politique, a rappelé Amnesty International. Or, la liberté individuelle ne saurait être sacrifiée à la stabilité économique. »

Les émeutes provoquées par la hausse des prix de la nourriture et du carburant se sont propagées dans tout le territoire indonésien au cours de ces dernières semaines, exacerbant les tensions dans le pays. Alors que les forces de sécurité avaient d'abord semblé faire preuve d'une relative modération face à ces manifestations de colère, on craint désormais que de graves violations des droits humains n'aient été commises. En effet, selon certaines sources, cinq personnes ont été abattues et 15 autres, blessées, ce week-end, lorsque les forces de sécurité ont ouvert le feu sur des émeutiers.

« Bien que les forces de sécurité indonésiennes soient tristement connues pour la manière dont elles répriment les mouvements de protestation, tant pacifiques que violents, les gouvernements étrangers continuent à leur vendre des armes, qui sont employées contre la population civile », a déploré Amnesty International.

« Il est désormais de la responsabilité de ces gouvernements de contrôler l'usage qui est fait des équipements fournis par leurs soins et d'exercer des pressions sur les autorités indonésiennes

afin qu'elles fassent preuve de modération, aussi bien face aux manifestations pacifiques que face aux émeutes », a conclu l'Organisation l